



A St Denis, le Jeudi 23 Juillet 2020.

# COMMUNIQUE AUX CHEMINOTS :

## Pour un autre avenir ferroviaire !

Après avoir engagé des milliards d'euros d'argent public, dans des secteurs tels que l'automobile ou l'aéronautique, le gouvernement ne peut plus échapper à ses responsabilités concernant le secteur ferroviaire.

Suite aux annonces d'E. Macron le 14 juillet concernant la relance du fret ferroviaire, le retour des trains de nuit et la desserte fine du territoire, le ministre des transports annonce qu'il y a plusieurs options sur la table pour aider financièrement le groupe SNCF.

**Cette sortie médiatique laisse craindre une stratégie financière à court terme** mélangeant les pertes issues de la crise COVID et le plan de relance annoncé par le gouvernement. **Quant à la « performance économique » réclamée par le néo-ministre « dans la continuité de la réforme de 2018 », c'est un non-sens** compte tenu des surcoûts structurels issus du découpage en 5 Sociétés Anonymes imposé par la loi de 2018. **Pour mettre fin aux idées reçues, la Fédération SUD-Rail rappelle qu'en 2019, SNCF a versé près de 770 millions d'euros de dividendes à l'état pour financer les investissements sur le réseau.**

Le ferroviaire est l'une des solutions les plus efficaces pour lutter contre le réchauffement climatique dans les « jours d'après », c'est donc le moment d'effacer complètement la dette du système ferroviaire français créé par l'irresponsabilité des gouvernements successifs et d'engager de véritables plans de relance à long terme. Les éventuelles aides versées ne doivent pas être un prétexte pour s'attaquer au service public ferroviaire, ni à l'emploi. La Fédération SUD-Rail n'acceptera aucun chantage sur l'emploi, sur les conditions de travail des salarié-es et nous combattons la poursuite de ces politiques libérales.

### **La Fédération des syndicats SUD-Rail ne se satisfait pas des dernières annonces et exige immédiatement des engagements du gouvernement et de la direction SNCF sur :**

- L'abrogation de la loi de 2018 qui a poursuivi l'éclatement du système ferroviaire afin d'accélérer la privatisation du chemin de fer.
- L'arrêt de toutes les réorganisations annoncées à la SNCF qui ne cessent de casser l'outil de production et ne permettront pas le report modal ferroviaire nécessaire.
- Un véritable plan de développement du service public ferroviaire en tenant compte de la réorientation et relocalisation solidaire de l'agriculture, de l'industrie et des services, pour les rendre plus justes socialement, en mesure de satisfaire les besoins essentiels des populations et de répondre à la crise écologique.

### **Nous ne paierons pas leurs crises !**

**La Fédération SUD-Rail construira sans relâche les mobilisations nécessaires pour imposer des transformations radicales pour que les « jours d'après » soient au service de tous et non d'une minorité.**